

SAÂDANI RÉVOQUE DIX MOUHAFEDHS

Purge au FLN

Le secrétaire général du FLN a révoqué dix mouhafedhs. La direction du parti estime que ces responsables sont rejetés par la base militante et sont donc dans l'incapacité de mener la campagne en faveur de Abdelaziz Bouteflika. Un argument rejeté par les concernés.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - En l'espace de 48 heures, Amar Saâdani a relevé de leurs fonctions dix secrétaires généraux de mouhafadhas. Les wilayas concernées sont Biskra, Tébessa, Souk-Ahras, Bouira, Bordj-Bou-Arréridj, Annaba, Béchar, El Bayadh, Constantine et Batna. «C'est une purge en bonne et due forme qui est menée au sein des structures du parti. Le FLN n'a pas vécu une situation pareille depuis la tenue du 4^e congrès», a déclaré Abderahmane Belayat en marge d'une réunion de crise avec les mouhafedhs exclus. Le coordinateur national du Bureau politique du FLN estime que d'autres mouhafedhs devraient être révoqués



Amar Saâdani, secrétaire général du FLN.

dans les prochains jours. «Il faut s'attendre à de nouvelles décisions de ce genre. Saâdani a décidé de sévir contre ceux qui ont signé pour la convocation d'une session extraordinaire du Comité central.» Boualem Djâafar, mouhafedh de Bordj-Bou-Arréridj, avoue ne pas comprendre la situation. «J'ai appris que j'avais été relevé de mes fonctions par hasard. Je n'ai reçu aucune notification. Aujourd'hui, à travers un arrêté, Amar Saâdani a décidé de nommer Moussa Benhamadi en qualité de mouha-

fedh de Bord-Bou-Arréridj. C'est une décision antiréglementaire car Saâdani aurait dû nommer un des membres du bureau de la Mouhafadha et non pas un membre du Bureau politique», explique-t-il. Mais pour Boualem Djâafar, cette purge est liée directement à l'élection présidentielle.

«J'ai été contre la désignation de Amar Saâdani à la tête du FLN. Pour moi, c'est un véritable putsch. Maintenant, on m'accuse d'être contre la candidature du Président Abdelaziz Bouteflika et donc inca-

pable de mener campagne en sa faveur. Ces accusations sont sans fondement puisque depuis les élections de 1999, j'ai été à la tête du comité de campagne de Bouteflika dans la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj. Et cela est valable pour l'ensemble des mouhafedhs qui ont été écartés.

C'est une situation très intrigante», explique ce cadre. Selon lui, les décisions prises pas Saâdani sont loin de faire l'unanimité au sein de la direction du parti. Ainsi, Messaoud Chihoub, Boualem Bousmaha et Djilali Amar auraient refusé d'être nommés mouhafedhs par intérim à Constantine, El Bayadh et Batna. Le chargé de la communication du FLN confirme que ces révocations ont un lieu avec la campagne électorale.

«Ces mouhafedhs ont été désignés et non pas élus. Ils étaient rejetés par la base militante de leurs wilayas. Ils ne peuvent donc pas être efficaces afin de mener la campagne électorale pour le candidat Abdelaziz Bouteflika. Le secrétaire général du FLN a décidé de régler ce problème en écartant ces mouhafedhs qui ne font pas l'unanimité», a déclaré Saïd Bouhadja.

Une chose est sûre, cette nouvelle crise n'est pas pour arranger les affaires de Amar Saâdani. Le camp de ses adversaires ne cesse de grossir.

T. H.

SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ CENTRAL

Les redresseurs fin prêts

Les conditions «politiques, réglementaires, juridiques et militantes» pour la tenue d'une session extraordinaire du Comité central du FLN sont réunies, a souligné, hier, Abderahmane Belayat. Selon le coordinateur du Bureau politique, un comité de membres du CC s'appête à saisir l'administration pour obtenir les autorisations nécessaires à l'organisation de cette session.

«Nous sommes actuellement à la recherche d'un hôtel pour accueillir cette rencontre. C'est donc une question de timing», a précisé Belayat.

T. H.

BELAÏZ TRANCHE :

La campagne pour le boycott ne sera pas autorisée

Les partis qui ont décidé de boycotter les élections présidentielles d'avril prochain ne seront pas autorisés à faire campagne pour le boycott, a affirmé le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Tayeb Belaïz hier au Conseil de la nation en marge de la plénière consacrée à la loi portant sur les titres de voyage.

«Seuls les candidats retenus par le Conseil constitutionnel pourront faire campagne», a-t-il tranché, en réponse à la question de savoir si les formations politiques

auront des autorisations délivrées par les services déconcentrés de son ministère pour l'utilisation des salles et autres espaces publics. Les préoccupations des sénateurs

quant au texte qui leur a été soumis pour débat ont porté, en tout cas, sur «la possibilité de leur attribuer des passeports diplomatiques ou, au moins, des passeports de service pour leur éviter les fouilles humiliantes à travers les aéroports».

Encore une fois, le ministre de l'Intérieur était catégorique : «Cela est du ressort du pouvoir exécutif, en l'occurrence le président de la République qui dispose d'un pouvoir

discrétionnaire en la matière, conformément à la Constitution.

Le Conseil constitutionnel, comme vous le savez, avait déjà annulé une disposition que vous, parlementaires, avez proposée dans le cadre de la loi organique régissant votre institution. Si le Président considère qu'il est nécessaire d'attribuer un tel titre de voyage à quelqu'un, il le fera.»

L. H.

AU LENDEMAIN DE SON CONGRÈS EXTRAORDINAIRE

Une seconde tendance de l'UDL fait son apparition

Abachi L. - Alger (Le Soir) - Au lendemain de la tenue, le 26 de ce mois à Boumerdès, du congrès extraordinaire de l'Union pour la démocratie et les libertés (UDL), congrès dit de reprise des activités de ce parti, après 10 ans de gel, sur décision du ministère de l'Intérieur, Gourine M'Hamed, se disant président légataire de ce parti, qui s'ex-

primait, en outre, au nom des membres du Conseil national de l'UDL, a adressé au directeur général des libertés et des affaires juridiques du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, un communiqué dans lequel il dénonce cette rencontre et l'intronisation de Mohamed Abdiche à la tête de cette Union.

Dans le communiqué dont il nous a envoyé une copie, Gourine écrit : «Ce congrès est nul, car organisé par des individus qui se sont retirés de l'UDL, après leur communiqué de presse paru sur le journal le Matin en 2002. Ils n'ont plus le droit d'organiser un congrès de l'UDL. Ils sont par ailleurs poursuivis par les congressistes du 2^{ème}

congrès qui s'est déroulé à Tipaza en 2003, au sujet des biens du parti et les bilans financiers de chaque année, depuis la création de l'UDL.»

Gourine affirme que les 100 personnes qui ont assisté à ce 3^{ème} congrès ne représentent pas 38 wilayas, «mais elles sont ramenées de l'extérieur du parti pour soutenir

Abdiche dans sa démarche, et en plus, elles déclarent leur soutien à Bouteflika pour le 4^{ème} mandat.

C'est de l'hypocrisie», écrit Gourine qui demande, par le biais de son communiqué, au ministère de l'Intérieur, de prendre ses responsabilités pour appliquer la loi.

A. L.

LE TAJ RÉAFFIRME SON SOUTIEN À L'AUTODÉTERMINATION DU SAHARA OCCIDENTAL

Le Sahara occidental, objet de toutes les convoitises

L'Algérie a, depuis 1975, soutenu le processus d'indépendance du Sahara occidental, cette position était réaffirmée par le parti Tajamou Amel El-Djazair (TAJ), hier lors d'une conférence de presse organisée par le parti. Le Rassemblement espoir de l'Algérie (TAJ) a donc organisé, au siège central du parti une conférence de solidarité avec le peuple sahraoui et la présentation des résultats de la visite du groupe parlementaire du TAJ aux camps sahraouis, sous la présidence du président du parti, Amar Ghoul.

Saadia Gacem - Alger (Le Soir) - Le groupe parlementaire du parti TAJ avait participé, du 16 au 19 décembre 2013, à une visite de solidarité aux camps des réfugiés sahraouis, à Tindouf.

Cette visite, qui intervenait dans le cadre de la célébration de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (10 décembre), dans le cadre du soutien du Parlement algérien et du parti TAJ au combat du peuple sahraoui pour son droit à l'autodétermination. Le docteur Kamel Abazi, président du groupe parlementaire TAJ, explique que la visite a duré trois jours, durant lesquels ils avaient

pris contact en direct avec la population et les associations sur place.

Différentes propositions ont émané de cette visite : l'élaboration d'un travail de synthèse qui sera transmis par le président du TAJ au président de l'APN et au Premier ministre, l'organisation et le renforcement du système médical public et privé en organisant et finançant les déplacements des médecins et enfin, Kamel Abazi ajoute qu'il faut effectuer une campagne d'aide de qualité qui dure dans le temps. «Notre soutien au peuple sahraoui ne sera pas ponctuel, mais s'inscrit dans le temps.»

Le TAJ se félicite, de la création de la Commission africaine de solidarité avec la cause sahraouie. Ce groupe regroupe un noyau de six pays, à savoir l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bénin, le Cameroun, le Kenya et le Nigeria.

Petit rappel nécessaire, le Sahara occidental est une ancienne colonie espagnole envahie par le Maroc en 1975. Il figure parmi les 16 territoires non autonomes dans la liste de l'ONU.

Le Maroc, au nom de ses «droits historiques», revendique l'annexion du Sahara occidental. Ce dernier est occupé par le Maroc depuis 1975.

Le Maroc est soutenu, ou du moins ne faisant pas barrage à l'occupation du territoire, par les Etats-Unis et la France. Soutien qui n'est bien entendu pas gratuit, le Maroc vient de délivrer des licences d'exploration pétrolière pour des «blocs» situés dans l'océan Atlantique, dans une zone revendiquée par le Front Polisario (mouvement politique et armé



Amar Ghoul.

du Sahara occidental, créé en 1973 pour lutter contre l'occupation espagnole) à la société américaine Kosmos Energy et à Total société française.

Il est évident que cette situation conflictuelle qui sert les intérêts de ces grands groupes pétroliers américains et français n'est pas prête de trouver une solution.

S. G.